

Programme politique 11

Contre la dictature du « capitalat »

Depuis 1976, le PCF (parti communiste français) a renoncé à revendiquer la dictature du prolétariat comme élément transitoire avant l'établissement d'une société sans classe. Depuis, il a réduit son audience au point d'être devenu une force d'appoint politique négligeable. Dans le même temps, le Capital, celui des actionnaires milliardaires, a eu le champ libre pas seulement pour se développer mais surtout pour imposer l'omniprésence du libéralisme économique, autrement dit le capitalisme, à tous les étages de la vie en société y compris dans ceux de son organisation politique : c'est cela que j'appelle **la dictature du « capitalat »**.

Elle est à l'œuvre dans pratiquement tous les pays du monde : la France n'échappe pas au phénomène où à l'occasion des élections présidentielles qui se préparent pour 2022, la dictature du « capitalat » s'exprime au grand jour. Le président sortant, candidat non déclaré mais évident, incarne jusqu'à la caricature le capital triomphant. Diplômé de l'ENA, la seule école publique qu'il ait jamais fréquentée, il a fait un tour chez les ROTHSCHILD où il s'est fait un pécule de 2 à 3 millions d'euros et un carnet d'adresses internationales. POMPIDOU, grand amateur d'art contemporain, en son temps, a fait la même chose ... Le candidat en pointillés ne cesse pas de promulguer ses choix « libéraux » pour développer l'économie de la France et enrichir les actionnaires milliardaires, et saupoudre des mesurètes pour faire croire le contraire. Ainsi, il soutient l'agrobusiness qui ruine depuis des décennies la fertilité des terres et les paysages hérités de nos ancêtres et, dans le même temps, organise une « convention citoyenne » pour amuser la galerie. Autre chose : il s'est opposé dans une organisation internationale à la fin des brevets pharmaceutiques qui aurait permis aux pays pauvres de la planète d'accéder plus facilement aux vaccins pour soigner leurs populations et il décrète un « Ségur de la santé » qui aboutit au *statu quo*, si l'on peut dire : démolir un peu plus le service public hospitalier qui est en crise depuis des lustres ... Et ainsi de suite !

Au moment où ce texte est rédigé, on apprend que la SNCF dans la région PACA est battue par une entreprise privée pour assurer le transport des voyageurs. La SNCF perd dans cette affaire le monopole acquis en 1937, à l'époque du Front Populaire, une des évolutions révolutionnaires qui ont fait l'histoire et la gloire de la France. A l'époque, la SNCF a remplacé les compagnies privées qui perdaient de l'argent dans le service public du transport ferroviaire ! Maintenant, à l'heure de « *la concurrence libre et non faussée* »*, est mis en cause le principe du service public redistributeur des richesses produites par le travail de salariés de toutes les branches d'activité. Comme les marchandises, les voyageurs sont livrés à la cupidité du marché, la clef de la politique de l'UE ! Après PACA, les autres régions suivront : voilà à quoi sert le mille-feuilles de la nouvelle administration française. Le libéralisme économique est le maître mot des débuts de la campagne présidentielle !

A droite et à l'extrême droite, les candidats déclarés ou non, parlent parfois du pouvoir d'achat trop bas des Français mais, au grand jamais, ils n'attribuent cette faiblesse à la plus value faramineuse que les actionnaires prennent sur le travail seul productif des salariés. A gauche, c'est la même chose : il n'est pas question de remettre en cause cette maudite plus value ! Certains vont plus loin, en affirmant qu'ils défendent la libre entreprise : ils n'ont donc jamais entendu parler du programme de 1944 du CNR (Conseil national de la Résistance) qui exigeait « *l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie* », c'est à dire la nationalisation pure et simple des moyens de production, y compris les banques et les organes de presse ? Les Français n'ont pas de mémoire : il est vrai que 80 ans bientôt, c'est à peu près comme parler de la préhistoire !

Il est impératif de se souvenir de ce programme du CNR qui voulait faire cesser la dictature du « capitalat » pour donner au peuple des citoyens, c'est à dire à la Nation politique, le droit et le

devoir de gérer tout ce qui concerne sa vie de tous les jours et non pas seulement des bribes abandonnées par le « capitalat » arrogant et sûr de lui. **Il faut détruire le capitalisme** en détrônant le « capitalat » qui exerce sa dictature comme si elle était de droit divin ! Cela n'existe plus depuis 1789 ...

Capitalismus delendus est.

** Cette expression est inscrite dans la Constitution française par la volonté dévoyée du Parlement et de l'exécutif depuis 2007 en opposition à la décision des Français exprimée démocratiquement en 2005 par le NON au référendum sur le projet constitutionnel européen. Dans le prologue de notre Programme politique, il est clairement dit comment doivent être châtiés les auteurs de cette forfaiture : à défaut de déchéance de nationalité, la perte de tout de qui en fait l'appartenance.*